

# Subventions. La culture au régime sec

**La culture grande sacrifiée de la crise ? Depuis quelques mois, économies obligent, ce secteur doit encaisser une baisse sévère de ses subventions. La faute à l'État, disent les départements qui ont été les premiers à faire des coupes.**

*La baisse des subventions frappe de plein fouet de nombreuses compagnies artistiques.*



Photo archives Le Télégramme

« On s'attendait à une diminution mais pas à une suppression ». Pour Yvette Bellet, qui exploite le café-concert Le Toucouleur à Trégastel (22), la pilule est vraiment très dure à avaler. « Cela fait vingt ans que l'on était aidé et du jour au lendemain, on nous supprime tout ». La subvention - 4.500 € - n'était pourtant pas énorme mais vitale pour ce petit lieu de culture. Même sort pour les quatre autres cafés-concerts conventionnés qui regrettent tous que les Côtes-d'Armor, en pointe jusqu'à présent dans le soutien à la culture, ne continuent pas à donner l'exem-

ple.

**« Un énorme choc »**

Ce département a, en effet, décidé de tailler très fort. La baisse des subventions est, en moyenne, de 15 % en fonctionnement et de 26 % en investissement. Mais pour certains, c'est encore plus. Pour la Passerelle, scène nationale à Saint-Brieuc, la baisse est de 30 %, soit 60.000 €. « Un énorme choc », dit son directeur Alex Broutard (lire par ailleurs). Pour le Carré Magique, à Lannion (22), pôle régional des Arts du cirque, le manque à gagner est de 40.000 €.

**« C'est un déchaînement contre l'art et la culture ».**

François Le Pillouër, directeur du Théâtre national de Bretagne

« C'est beaucoup », admet Christian Provost, vice-président du conseil général en charge de la culture. Mais pour l'État, qui rejette la responsabilité de cette situation sur l'État, il n'y a pas d'autre solution : « On a un manque à gagner de 60 millions en non-compensations », fait-il valoir (lire ci-dessous).

**« Déchaînement contre la culture »**

Les Côtes-d'Armor ne sont pas le seul département à couper sévèrement dans les subventions. L'Ille-et-Vilaine a été encore plus drastique avec une baisse indifférenciée

de 20 %. Le Finistère a limité les dégâts, avec une baisse de 7 % en moyenne. « On a essayé de préserver ce qui a été construit depuis une dizaine d'années mais il faut faire face à l'explosion des dépenses sociales », souligne Nathalie Sarrazolles, en charge de la culture. Des quatre départements bretons, seul le Morbihan n'a pas touché aux subventions. C'est également le cas de la Région.

Le Théâtre national de Bretagne, à Rennes, paie au prix fort la baisse des concours du département : 93.000 € en moins. « C'est énorme, j'ai calculé qu'il faudrait que j'augmente de 10 % le prix des

places ou que je supprime trois spectacles », observe François Le Pillouër, son directeur, également président du Syndec, syndicat qui regroupe 300 entreprises artistiques et culturelles. Mais plus qu'aux départements, c'est à l'État qu'il s'en prend, accusé de ne plus compenser les charges qu'il leur transfère. François Le Pillouër parle même « d'un déchaînement contre l'art et la culture » qui, selon lui, va notamment se traduire par « une baisse du nombre des compagnies ».

**Des actions cet été ?**

Codirecteur du Fourneau, à Brest, Centre national des arts de la rue, Claude Morizur estime être relativement épargné même s'il ne cache pas son inquiétude pour l'avenir. La baisse de la subvention du département n'a été que de 2.000 €. « Si on s'en sort plutôt pas mal, c'est aussi parce que notre art est en phase de reconnaissance et que l'on bosse énormément ». Les partenariats avec les collectivités locales, qui ont été assez développés, sont fort précieux « mais pendant combien de temps encore les collectivités vont-elles pouvoir tenir ? », s'interroge-t-il. La baisse de la subvention de la ville de Morlaix (29), passée de 60.000 à 16.000 €, est là pour rappeler, même si elle a été compensée par la communauté d'agglomération, que rien n'est jamais acquis définitivement.

François Le Pillouër en appelle à la négociation avec le gouvernement mais sans être certain que ce dernier ne privilégiera pas l'affrontement. Il ne cache pas que son syndicat se prépare à une série d'actions pendant l'été. « On va profiter des festivals pour lancer un appel aux élus ».

**> Le regard de Nono**



**« La variable d'ajustement »**

Scène nationale de Saint-Brieuc, la Passerelle sera privée, cette année, de 60.000 € de subventions sur un budget total de deux millions. Pour son directeur, Alex Broutard, le coup est rude. « Les économies sont minimales mais les dégâts sont grands », observe-t-il. Même s'il dit comprendre les problèmes du département, il constate qu'une nouvelle fois, « la culture est la variable d'ajustement ». La Passerelle va devoir faire des choix mais une certitude s'impose d'ores et déjà : elle sera en déficit en 2010. Pour le limiter, il est probable que la saison s'ouvrira avec une dizaine de jours de retard. La passerelle pourrait aussi supprimer un « prix unique », ces rendez-vous à 5 € qui proposent, de 19 h à 3 h

du matin, de la musique, du théâtre, de la danse, « qu'apprécieront beaucoup les jeunes et qui ont complètement renouvelé la fréquentation de cette maison ». « C'est dommage parce que c'est une activité, avec ses 17 emplois permanents et 22 équivalents temps plein, qui génère de la richesse économique », souligne Alex Broutard, qui espère que le conseil général finira par revenir sur ses décisions. D'autant que pour lui, de l'argent, il y en a quand même. « Je viens d'apprendre qu'il y a un concert gratuit de Jean-Louis Murat, le 14 juillet, au Château de La Roche-Jagu ». Mais le château de La Roche-Jagu, directement géré par le département, n'est pas touché par la baisse des subventions.

**« On n'a plus les moyens de nos ambitions »**

**Vice-président du conseil général des Côtes-d'Armor en charge de la culture, Christian Provost justifie les mesures prises.**

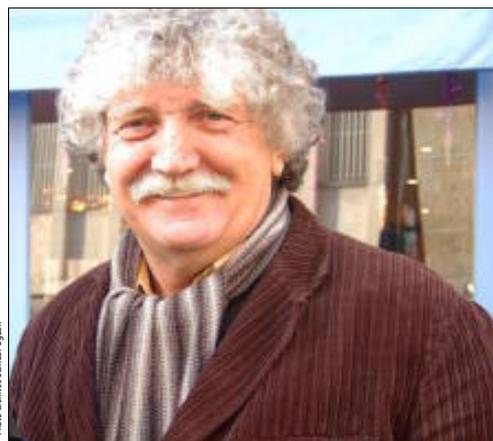


Photo archives Samuel Ugeux

« Comme on est dans l'obligation des politiques sociales, la seule solution est de couper dans celles qui sont facultatives, comme la culture, le sport, la jeunesse... », explique Christian Provost.

**Pourquoi tailler en premier dans la culture ?**

Il y a encore un an - et on était sincère -, on n'imaginait pas toucher un seul instant à la culture. Mais quand on a vu, au fil des mois, les recettes qui ne rentraient pas, on n'a pas eu le choix. Jusqu'à présent, sur trois euros, on en mettait deux dans le social et un dans la culture; aujourd'hui, le social nous coûte trois euros compte tenu des non-compensations de l'État. Comme on est dans l'obligation des politiques sociales, la seule solution

est donc pour nous de couper dans celles qui sont facultatives comme la culture, le sport, la jeunesse...

**Mais dans la culture, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne...**

Quand j'ai compris qu'il fallait faire des efforts, j'ai considéré qu'il fallait réduire les crédits aux structures qui relevaient du privé, de l'État ainsi qu'aux régions qui dépendent des collectivités. En revanche, on ne touche pas aux artistes, aux festivals, à tout ce qui est associa-

tif. On a donc diminué les fonds de concours aux collectivités.

**Et les collectivités, justement, comment vont-elles pouvoir faire face ?**

Il faut maintenant que les collectivités trouvent des subsides en levant, par exemple, l'impôt. On était quand même un peu leur vache à lait. Nous, on levait l'impôt mais pas elles. C'était un peu facile. Pour les écoles de musique, par exemple, on a diminué les aides de toutes celles qui étaient en

régie directe. On a arrêté aussi toute notre politique d'équipements structurels. Aux collectivités de se débrouiller pour faire leurs salles.

**Mais pourquoi aussi les cafés-concerts que vous mettez ainsi en péril ?**

Parce que ce sont des lieux privés. Comme il fallait faire des choix et les hiérarchiser, nous avons décidé au final d'aller loin. Les lieux privés doivent faire leur propre promotion. Même chose pour le patrimoine privé, les manoirs, les châteaux... On suspend les aides. On fera leur promotion par le biais de la communication mais on ne participera plus financièrement à leur restauration.

**N'avez-vous pas été un peu trop ambitieux ?**

C'est vrai qu'on paie aujourd'hui notre politique volontariste. On était un département exemplaire mais aujourd'hui, on n'a plus les moyens de nos ambitions. C'est terrible mais la responsabilité est celle de l'État. Ce n'est pas simple à faire comprendre même si les gens avertis le comprennent. Et le pire, c'est que je ne peux pas vous dire ce qui va se passer l'année prochaine. On est obligé de payer l'Apa et il nous manque 9 millions pour le RSA. On ne va quand même pas laisser les gens dans la rue en octobre !